

n° 20

lundi 5 février  
1973

APL

Bulletin  
Nantes régional

de l'Agence de Presse Libération

S O M M A I R E

NANTES : Les producteurs de lait bloquent un camion de livraison de Négobeureuf .....P.2  
 Tracts distribués sur place .....P.5

LARZAC : La longue marche des paysans .....P.8

NANTES : C.E.M.J. Ca continue .....P.11

Comité d'Action pour la Libération de la Sexualité: Tract du Dr Carpentier .....P.12

Lu dans la Presse .....P.14

NANTES : Section CHOISIR .....P.16

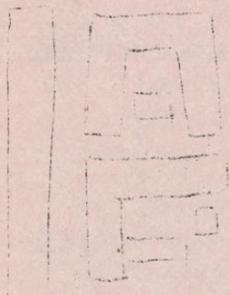
L'Agence de Presse Libération, outil au service des luttes populaires, vit des informations envoyées par chacun: NOUS SOMMES TOUS DES CORRESPONDANTS DE L'A.P.L. !

Toutefois une information envoyée doit être vérifiable. Nous vous demandons de mettre un nom et une adresse qui ne seront pas publiés, mais qui permettront éventuellement de vous contacter.

IMPORTANT /

VOUS POUVEZ TELEPHONER A LA PERMANENCE A.P.L. NANTES TOUS LES JOURS APRES 18 HEURES DES COMMUNIQUÉS OU INFORMATIONS.

TELEPHONE : 75 - 52 - 64



Imprimé au bureau national de l'Agence de presse Libération (APL):22 rue De Bretagne- Paris 3° 6  
 Supplément régional au bulletin quotidien APL\_ information.  
 Directeur M. Clavel.  
 Bureau : " Librairie 71", 29 rue Jean JAURES, 44000 Nantes.  
 Abonnement : 10 francs minimum ( soutien 20 francs ) . En timbres ou chèques à l'ordre de la librairie 71. PRIX du numéro: 1 francs.  
 Vente au numéro: Nantes Librairie 71, St nazaire: Librairie Froideval (le tiers livre) avenue de la république .

Nantes,

1973.

## LES PRODUCTEURS DE LAIT BLOQUENT UN CAMION DE LIVRAISON DE NEGOSBEUREUF

Negobeureuf, depuis deux mois, brade le lait à 13 centimes au dessous du prix pratiqué à la consommation dans un supermarché de Nantes : CARREFOUR. Carrefour fait partie de cette chaîne de supermarchés qui réalise les plus forts taux de profit dans le secteur de la commercialisation.

Negobeureuf, quant à elle, paie le lait aux producteurs plusieurs centimes au dessous du prix pratiqué par les autres firmes de l'Ouest.

Le mardi 30 Janvier, jour de l'Assemblée Générale de la F.D.S.B.A., à 10 heures, 200 agriculteurs de la région de Nantes bloquent un camion de livraison en gros de Negobeureuf sur la route de Paris à 12 km de Nantes. Le camion est dirigé dans une cour de ferme.

Les agriculteurs demandent à ce que le Président de l'U.L.N. (Négo est une filiale de l'ULN) vienne sur place négocier avec les producteurs.

Le Directeur de l'usine Négo d'où vient le camion, contacté par téléphone, a demandé la libération du camion contre une entrevue, ce qui fut refusé. Le Directeur de l'usine Négo de Redon qui devait venir sur place était toujours attendu le jeudi 1<sup>er</sup> février.

L'Assemblée Générale de la F.D.S.B.A. se déplace sur les lieux de l'action et celle-ci s'étend alors à tout le département.

Devant le refus de l'ULN et de Negobeureuf de venir discuter les agriculteurs décident de poursuivre l'action. Des piquets de garde sont alors organisés et pris en charge par les cantons du département. Les piquets de garde passent la nuit autour du feu.

Mercredi, l'action se poursuit; dans la journée, de 30 à 200 agriculteurs se relaient autour du camion. Un tract est distribué, il précise : "les producteurs ne demandent pas une augmentation au consommateur", "même en bradant, les grandes surfaces et les firmes (coopératives et privés) font des profits importants sur le dos des producteurs de lait qui ne sont pas rémunérés pour leur travail".

Une Assemblée Générale se tient à 15 heures et il est décidé de poursuivre l'action et de distribuer aux ouvriers, à la porte des usines, le jeudi, un tract expliquant les raisons de l'action et appelant au soutien. Il est demandé aux ouvriers de venir sur place.

Lors de l'Assemblée Générale, les grévistes du C.E.M.J. (Centre de Formation des moniteurs de la Jeunesse), en grève depuis 1 mois, annoncent que le Ministère a décidé autoritairement de fermer définitivement le Centre. L'Assemblée demande aux départements de l'Ouest de soutenir activement l'action entreprise en Loire-Atlantique.

Une deuxième nuit de garde s'organise avec une cinquantaine d'agriculteurs. Des diapositives sur le LARZAC sont projetées.

Le C.E.P.L.O. (Section Spécialisée lait de la FERSEAO) s'est réunie, mercredi 31 Janvier à Rennes. Il s'est déclaré unanime sur les objectifs et les méthodes de l'action déclenchée en Loire Atlantique. Le CEPLO a décidé de provoquer une rencontre près de Nantes entre le Président de l'ULN et celui du CEPLO. En cas de réponse négative ou d'échec des pourparlers, une action, laissée à l'initiative des militants de base, sera réalisée sur l'ensemble de la région.

Jeudi, 1<sup>o</sup> Février 1973.

- 3 -

Une assemblée générale de 200 personnes, dont 40 femmes a lieu dans l'après midi. la proposition du Préfet de rencontrer le Directeur de NEGO à Nantes y est soumise mais les participants la refusent : le Directeur n'est pas leur interlocuteur mais le Président d'UIM.

L'assemblée générale sollicite le soutien actif des autres départements de l'Ouest. Des représentants de la Sarthe, la Mayenne, le Maine et Loire, le Morbihan, apportent leur soutien.

Le soutien de la Fédération Nationale des Producteurs de lait est annoncé mais la position de la F.N.P.L. pendant la guerre du lait est rappelée : désapprobation et tentative de démobilisation. Une discussion s'engage sur le versement de la cotisation du département à la F.N.P.L.. On remet en cause le principe de la collecte de ces cotisations par les industriels laitiers.

Des ouvriers des Batignolles viennent discuter sur place avec les paysans dans la soirée.

La troisième nuit de garde s'organise.

### Vendredi, 2 Février

Dans la matinée, la police tente une manœuvre d'intimidation en cherchant à relever l'identité des présents, sans succès.

La distribution des tracts aux usines continue.

A l'A.G. de l'après-midi, 250 personnes invitent les administrateurs des coopératives à se rencontrer pour dégager une position commune et faire pression sur les Directeurs de leurs entreprises pour qu'elles satisfassent les revendications des paysans.

Une centaine d'agriculteurs entame la 4<sup>o</sup> nuit de garde. Un cochon de lait cuit sur un feu de bois, les agricultrices, largement représentées, font sauter des crêpes. Des salariés de la maison de l'agriculture viennent apporter leur soutien et discuter des liaisons entre les luttes paysannes et ouvrières. 3 responsables du CID-UNATI apportent la solidarité des artisans et commerçants.

Dans la journée, une délégation d'ouvriers de la COLARENA (coopérative laitière, en 1971, les agriculteurs avaient soutenu une grève des ouvriers de la COLARENA qui se battaient pour des augmentations non hiérarchique des salaires) est venue apporter son soutien.

### Samedi, 3 Février

Le Vendredi 2 Février à 20 h. un groupe d'agriculteurs du nord du département bloque un camion avec remorque de NEGO contenant une importante cargaison de beurre.

Les 2 camionneurs, selon les consignes reçues de la Direction de NEGO, refusent de se diriger vers une cour de ferme et le camion est amené sur la place de LUSANGER. A minuit, 150 agriculteurs entourent le camion. Un feu est allumé, la garde s'organise.

Les agriculteurs bloquant le camion près de Nantes, accueillent avec une grande satisfaction cette nouvelle.

A LUSANGER, le Samedi 3 Février, vers midi, 15 agriculteurs gardent le camion pendant le déjeuner. 400 gardes-mobiles, en grande tenue, accompagnés des gendarmes des communes voisines, bloquent toutes les rues de LUSANGER et entourent le groupe d'agriculteurs. Ceux-ci sont photographiés individuellement et leur identité est relevée, mais ils ne sont pas arrêtés. Le camion est débloqué par cette intervention massive.

A Nantes, une assemblée générale décide de garder le camion jusqu'à l'A.G. de dimanche.

.../...

Le Samedi soir, lors de la 5<sup>e</sup> nuit de garde, un groupe de Rennes projette un film pris l'après-midi, en magnétoscope, ainsi que celui pris lors de la manifestation d'ORVAULT du 22 Mars 1971 : retournement d'une prairie de 4 ha exploités par un cumulard.

Dimanche, 4 Février

Les agriculteurs s'organisent, des grands panneaux sont placés sur la route de Paris indiquant aux automobilistes les raisons de l'action "à 500 m, paysans en grève", "à 100 m, paysans en colère", "pour une juste rémunération du travail", ...

Tout l'après-midi, les agriculteurs arrêtent les voitures sur la route de Paris pour distribuer aux conducteurs des tracts.

L'après-midi, 2.000 personnes, venues en famille, de toutes les catégories sociales, participent à un important meeting où plusieurs interventions reprécisent l'historique et les raisons de l'action.

A l'issue de l'A.G., une longue discussion s'installe pour décider des suites de l'action. Un appel au développement de la solidarité et de la participation à la garde du camion est lancé.

L'action sera de nouveau poursuivie, au moins jusqu'à l'A.G. de lundi. Un conseil d'administration extraordinaire de la F.D.S.E.A., du C.D.J.A. et de la section des producteurs de lait se réunira sur place le lundi 5 Février à 12 h 30.

3, 4 gendarmes, présents dans une estafette, sur le bord de la route de Paris (l'emplacement de l'estafette est réservé sur le bord de la route par une inscription à la peinture blanche : ici, parking flies) n'interviendront à aucun moment... sinon, en fin d'après-midi pour régler la circulation.

La 7<sup>e</sup> nuit de garde s'organise par une température glaciale. Les agriculteurs décidés à tenir, construisent une cabane.

Lundi 5 Février 18 h.

Comme prévu, les 3 Conseils d'administration se réunissent sur place et se prononcent unanimement pour la poursuite de l'action. Cette proposition reçoit l'approbation des 150 personnes réunies en Assemblée Générale.

Des représentants des paysans du LARZAC prennent la parole pour apporter leur soutien et remercier les paysans de l'Ouest, et notamment de Loire-Atlantique, pour leur soutien lors de la marche sur Paris, en particulier après la décision de la FNSEA et du CNJA d'arrêter la marche à Orléans, ils disent avoir découvert ainsi leur véritable allié.

Une femme d'agriculteur propose pour le mardi 6 Février une réunion des femmes sur place pour réfléchir à leur rôle dans l'action.

Des paysans du Maine et Loire viennent également apporter leur soutien.

Pendant ce temps, une réunion intersyndicale (C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., C.G.T.F.O., F.D.S.E.A. et C.D.J.A.) se réunit pour définir une position commune.

La 8<sup>e</sup> nuit de garde s'organise.

LES TRACTS DISTRIBUES : le 31 à Carrefour et au meeting de F.MITTERAND, sur place, : le tract ci-joint, et celui distribué aux portes de carrefour et paru dans le précédent n° de l'APL, le 1<sup>o</sup> Février, tract aux ouvriers (ci-joint) le 3 Février, sur la région de Chateaubriand (ci-joint).

LES PRODUCTEURS DE LAIT DE LOIRE ATLANTIQUE

BLOQUANT UN GALION D'U.L.N. - NEGO

QUI APPROVISIONNE LES GRANDES SURFACES DE NANTES (Carrefour, Escalé)

POURQUOI CE BLOCAGE DE GALION ?

Depuis quelques temps, ces grandes surfaces bradent le lait à 98 centimes, soit 13 centimes en dessous du prix préfectoral.

Que les consommateurs puissent acheter à pas cher, tant mieux !

MAIS QUI PAIE LA NOTE ?

CARREFOUR et ESCALÉ vendent des produits alimentaires à bon marché mais cela ne les empêche pas de faire des profits : Carrefour est même une des entreprises françaises qui en fait le plus (c'est peut-être pour cela que le Crédit Agricole y achète des actions ?). Pour faire ces profits, les grandes surfaces se rattrapent sur d'autres produits (électro-ménager, vêtements, produits d'entretien...)

Et les consommateurs ne sont pas forcément gagnants.

CARREFOUR et ESCALÉ font des appels d'offre aux fournisseurs à des prix très bas.

ULN - NEGO accepte une offre à 10 centimes en dessous du marché habituel.

Mais ULN-NEGO ne veut pas pour autant réduire ses profits. Alors, il achète moins cher aux producteurs : c'est lui qui a rompu le premier les accords du printemps dernier.

Ainsi, même en bradant, les grandes surfaces et les firmes (coopératives et privés) font des profits importants sur le dos des producteurs de lait qui ne sont pas rémunérés pour leur travail.

- . "Produisez à moins cher - augmentez votre productivité - "Investissez..." nous disent les défenseurs de tout ce système de profits (bien représentés par nos organisations agricoles par DEBATISSE, LAUGA...etc..)
  - . Comme les discours ne sont pas très efficaces, les subventions les prêts bonifiés, les primes diverses (qualité, quantité, productivité) sont là pour pousser à la capitalisation.
- Tout ceci pour que les prix des produits agricoles n'augmentent pas. Pourtant, est-ce nos produits qui font diminuer le pouvoir d'achat des ouvriers ?
- . MAIS QUE GAGNONS-NOUS DANS CETTE COURSE AUX INVESTISSEMENTS ?
- Quelques uns "s'en sortent". Pour combien de temps ?  
 Alors que les prix de nos produits sont bloqués, de combien augmentent les prix des produits que l'on achète : soja, machines, engrais ?...
- Est-ce la rémunération du travail ou notre temps de travail qui augmente ?

NOUS EXIGEONS que notre travail soit rémunéré car c'est notre travail qui est bradé.

.../...

La capitalisation ? Ce sont tous ceux qui en profitent qui nous l'imposent.

Nous exigeons le prix de revient, pour vivre de notre travail, et non pour mieux gérer notre entreprise.

Nous exigeons la suppression des primes et nous parlons de quantum car les "gros" producteurs ne travaillent pas plus que les autres et n'ont pas de raison d'être mieux rémunérés.

REGION SYNDICALE FDSEA & CDJA - SECTION DES PRODUCTEURS DE LAIT.

TRACT DISTRIBUE A LUSANGER :

APPROCHEZ, APPROCHEZ, CA BRADE CHEZ NEGO ! Un 2° camion est retenu, place de l'église à LUSANGER. Venez tous, paysans, ouvriers, artisans, apporter votre soutien 24 heures sur 24.

A Nantes, le magasin CARREFOUR brade le lait à un prix inférieur à celui fixé par l'arrêté préfectoral. L'U.L.N.-NEGO accepte de livrer ce magasin en faisant des conditions exceptionnelles, alors qu'il fait un déplacement de 200 kms pour chaque livraison. Les entreprises qui sont sur place se voient donc supprimer des débouchés à leur porte.

L'U.L.N.-NEGO ne veut pas pour autant réduire ses profits. Alors, il paie le lait moins cher aux producteurs. C'est lui qui a rompu le premier les accords du printemps dernier.

CE QUE NOUS VOULONS :

- que le bradage cesse immédiatement
- que le lait soit payé à son prix de revient, 0,70 F. le litre, à 34 gr mmes en qualité C, et par toutes les entreprises.

POUR DEFENDRE NOTRE REVENU,

POUR QUE SOIT PRISES AU SERIEUX NOS REVENDICATIONS,

PARTICIPONS TOUS A L'ACTION QUI EST MENEES SUR PLACE

spécialement au cours de la journée de dimanche,

Rendez-vous donc sur la route nationale Nantes-Angers, à 15 kms de Nantes en haut de la côte de la Seillerai.

3.2.73 F.D.S.E.A. C.D.J.A.

CAMARADES OUVRIERS

Depuis Mardi 30 Janvier, nous avons engagé une action pour la défense de notre salaire en bloquant un camion de livraison des produits laitiers, provenant de la firme NEGO-VIRLUX et approvisionnant les Super-marchés CARREFOUR et ESCALE.

Depuis le printemps dernier, nous nous battons pour arracher un prix du lait qui rémunère notre travail au S.M.I.C.

Chaque mois, la paie du lait, c'est notre salaire.

NOTRE BUT

Notre but n'est pas de vous faire payer plus cher, malgré ce que peut en dire la presse et la radio.

Notre but est de dénoncer l'alliance de la haute finance et du Pouvoir avec les grandes surfaces pour sous-payer notre travail, faire de gros profits et attirer les consommateurs par quelques prix alléchants, tout en se rattrapant largement sur d'autres produits (électro-ménager, vêtements, produits d'entretien).

Rappelons qu'actuellement, les actions des grandes surfaces sont les mieux cotées à la Bourse. En 1971, les profits des actionnaires de CARREFOUR représentaient 41% de leur capital engagé. Qui donc, en définitive, bénéficie de la prospérité des grands magasins ?

Comment les entreprises fixent-elles le prix du lait ? C'est comme le salaire des ouvriers : les patrons s'assurent que leurs charges sont bien couvertes. Ils prévoient leurs profits. Ensuite, avec le reste, ils payent le travail.

Nous ne l'acceptons pas. Pour nous, nous exigeons des entreprises que notre lait nous soit payé à son prix de revient comprenant une rémunération du travail au moins égale au S.M.I.C. : ce prix de revient est actuellement de 0 F 70 le litre.

Aujourd'hui, le litre de lait nous est payé 0 F 60 seulement.

SOLIDARITE

Le Pouvoir s'acharne à diviser les travailleurs.

Ne nous laissons pas faire.

Nous faisons appel à votre solidarité à votre soutien comme nous sommes prêts à vous soutenir dans vos luttes.

Nous vous invitons à venir nous rendre visite sur les lieux de notre action : sur la route de Paris, après le "Chemin Nantais", en haut de la Côte de la SEILLERAYE.

SECTION des PRODUCTEURS de LAIT  
F.D.S.E.A.

CENTRE DEPARTEMENTAL DES  
JEUNES AGRICULTEURS

FEDERATION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS  
D'EXPLOITANTS AGRICOLES  
de LOIRE ATLANTIQUE

26 tracteurs parcourant quelque 600 kms en plein hiver, ce doit être un fait assez courant pour que la presse parlée et écrite n'en parle qu'en quelques mots... à moins qu'on ait voulu étouffer à tout prix un mouvement qui prenait trop d'ampleur.

Aussi, il nous a paru indispensable de donner ici une information sur les événements peu ou mal connus, de situer l'action des organisations qui ont soutenu ou freiné la marche des paysans du LARZAC.

La marche sur Paris a pourtant été populaire et très bien accueillie tout au long de la route avec un soutien important de toutes les localités traversées.

Le 9 Janvier, les Paysans Travailleurs du Puy de Dôme et de la Loire viennent apporter leur soutien à CLERMONT FERRAND.

Le 11 Janvier, 200 paysans de l'Ouest les rejoignent à ORLEANS et les agriculteurs de FONTEVRAULT, partis de SAUMUR avec 5 tracteurs, tiennent un meeting à BLOIS et arrivent à ORLEANS.

Le samedi 13 Janvier, d'importantes forces de police bloquent les tracteurs à Orléans. Pour éviter un affrontement, les paysans du LARZAC ont cherché une stratégie de remplacement avec l'aide d'une équipe de Paysans Travailleurs. Pour que la marche puisse continuer, il fallait, en l'espace d'une nuit, prévenir les paysans du Loiret. Ceux-ci, violant l'arrêté préfectoral qui interdisait les routes nationales aux tracteurs, rejoignaient le cortège qui avait repris à pied la marche sur Paris, avec une bonne quinzaine de tracteurs. Le Président de la Fédération du Loiret déclarait que les paysans qui s'engageaient dans cette action le faisaient individuellement. Contrairement donc, à ce qu'a annoncé la presse, ce n'était pas les paysans beaucerons mais les petits paysans du Loiret qui ont marché sur Paris avec leurs tracteurs.

Un tracteur, amené de l'Ouest, en camion bâché, a été descendu à Paris, au meeting de JUSSIEUX. Malgré les barrages et la masse des policiers, un tracteur est donc allé à Paris et ceci, à la demande des paysans du LARZAC. Enfin, il faut souligner la solidarité des autres départements, Vendredi et Samedi.

#### SOUTENUS OU BAILLONNES ?

Annoncée le 14 Juillet 1972 par les paysans du LARZAC, longuement préparée, la marche sur Paris était à la fois massivement connue et très populaire. Le parcours avait été organisé avec les F.D.S.E.A., C.D.J.A., et les Comités d'Action.

En fait, au travers des F.D.S.E.A., c'est un contrôle et un frein que la F.N.S.E.A. a exercé.

Elle ne pouvait pas, sur un plan tactique, refuser son appui à un tel mouvement, mais Michel DEBATISSE s'est empressé de déclarer qu'il s'agissait d'obtenir une meilleure indemnité pour les paysans expulsés. C'est à dire qu'il cautionne, et la politique de M. DEBRE et le camp du LARZAC, et le départ des paysans. Or, ceux-ci ont toujours crié leur volonté de rester sur leurs terres. Jeanine MASSENAU, dans une intervention à Paris, disait : "l'argent, toujours l'argent, nous ne sommes pas à acheter, le LARZAC n'est pas à vendre... ce que nous défendons, c'est une façon de vivre."

C'est tout au long du parcours que la F.N.S.E.A. est intervenue pour briser l'ampleur du mouvement :

- détournement de la marche à Clermont - Ferrand,
- pression pour que ni les Paysans Travailleurs, ni les Comités de soutien ne puissent s'exprimer (Clermont-Ferrand, Paris, Orléans)
- déclaration Jeudi soir à Orléans pour annoncer qu'elle ne soutiendrait pas la marche sur Paris.

La F.N.S.E.A. connaissait parfaitement les conséquences de sa décision, à savoir interdiction de circuler pour les tracteurs - intervention de la police pour bloquer les tracteurs à Orléans - interdiction de la manifestation à Paris qui devait être la rencontre effective des paysans, des ouvriers et des intellectuels. C'est cette dernière manifestation qui couronnait et donnait toute son ampleur à la marche qu'il fallait absolument empêcher pour que ce mouvement, trop gênant, ne puisse devenir irréversible.

Et pourquoi tiennent-ils tant au Larzac ?

Le Ministère de la Défense, dans son communiqué du Samedi soir à la radio, disait que les Collectivités locales souhaitaient l'extension du camp, que ce dernier s'inscrivait dans le cadre du développement régional et qu'en outre, la région toucherait une aide substantielle pour cela.

Ainsi, pour M.DEBRE, le développement passe par l'armée, et c'est probablement pour aider toutes les populations qu'elle prend des étendues de plus en plus vastes dans le Pays Occitan (canjuers, la Ste Baume, Pic St Loup, les Landes, la Courtine, etc...) En accélérant la dépopulation des minorités locales, (Bretagne, Occitanie) le Gouvernement reprend le contrôle de ces régions. Il peut sans risque de provoquer de gros remous, mettre <sup>entre</sup> les mains du secteur privé les sites, plages et autres parcs régionaux que les promoteurs se chargeront d'aménager pour leur plus grand profit et le seul loisir des gros revenus.

Par ailleurs, le camp du Larzac a des buts bien précis :

- offrir aux divers pays capitalistes d'Europe l'espace et les moyens d'entraîner leurs armées. Des armées qui ont à lutter contre les révoltes (Irlande, Portugal, etc...)
- avoir un territoire assez vaste pour expérimenter les engins de guerre vendus à l'étranger : Brésil, Grèce, Portugal, Pakistan, Afrique du Sud, etc... tous ayant à lutter contre des guerillas de paysans.

La France est le 3° pays vendeur d'armes après les U.S.A. et l'U.R.S.S.

- Enfin, les cavernes naturelles ne serviraient-elles pas au stockage des engins atomiques ou encore à enfouir les déchets radio-actifs avec tous les risques que cela comporte pour la région.

Monsieur DEBRE répond que l'armée sert à prévenir des attaques extérieures éventuelles et à maintenir l'ordre

L'armée, en effet, n'est pas du tout inutile :

- . Elle a toujours servi à la classe dominante pour maintenir son pouvoir  
Pourquoi, par exemple, certaines casernes de Bretagne ont-elles été mobilisées pendant la grève du lait au printemps 72 ?...
- . Elle sert de centre de "dressage" pour conditionner la jeunesse  
A l'armée, les jeunes bourgeois deviennent officiers et apprennent à commander.  
Les jeunes ouvriers et paysans deviennent soldats et apprennent à obéir. Ils apprennent également que le seul moyen de s'en tirer, c'est le système D...

Donc, loin d'être inutile, l'armée est un instrument de protection des riches et un instrument de repression des travailleurs.

A l'armée, on apprend à "ne pas faire de politique". Les journaux de gauche et les réunions politiques sont interdits. M. DEBRE a d'ailleurs une manière à lui de concevoir la façon de s'occuper de politique :

"Le nombre des citoyens qui suivent les affaires publiques avec le désir d'y participer est limité : il est heureux qu'il en soit ainsi... un vrai démocrate se fait en silence une opinion sur le Gouvernement de son pays... etc..."

Aux paysans du Larzac aussi, on a dit qu'il ne fallait pas mêler la politique à leurs affaires. Les Organisations professionnelles en particulier ont toujours fait pression sur eux dans ce sens. Le système capitaliste ne peut pas supporter que chacun ne reste pas à la place qu'on lui a donnée... comme à l'armée !... Il y a ceux qui "savent" d'une part, et ceux qui "exécutent", d'autre part.

EN CONCLUSION, QUELQUES QUESTIONS

Nous avons vu plus haut que certaines organisations se sont servies du Larzac plus qu'elles ne l'ont servi. Un autre exemple : la F.E.N. et la C.G.T. qui se sont bien gardées de mobiliser leurs adhérents, n'emportant que 10.000 tracts (au lieu de 300.000 habituellement) pour le meeting du samedi 13 à Paris.

- le Comité du Larzac n'aurait-il pas dû maintenir la manifestation ?
- et dénoncer à Orléans le comportement de la F.N.S.E.A. et du C.N.J.A. ?
- combien de départements, en dehors du parcours, se sont mobilisés pour informer sur les paysans du Larzac ?

Les paysans du LARZAC attendent un soutien plus important et APPELLENT A UNE MARCHÉ DE TOUTE LA FRANCE SUR LE LARZAC

- quelle organisation et quels moyens les Paysans Travailleurs mettront-ils en place pour y répondre ?

QUI N'EST PAS SOLIDAIRE DU LARZAC EST COMPLICE DE DEBRE

Nantes : Le C.E.M.J. Ca continue . Suite du dossier sur la grève dans le N° 18 de l'APL.

24 janvier : les grévistes du C.E.M.J. réintègrent leurs locaux, suite à des négociations avec l'Inspecteur Général de la Santé (envoyé du ministère; ils furent mis en congé par celui-ci pendant huit jours (du 27 janvier au 4 février). Cette décision avait été prise pour permettre aux formateurs ex-grévistes et non grévistes de remettre en place les structures pédagogiques.

30 janvier : des délégués des ex-grévistes ont une entrevue avec M. Delepine, Directeur régional de l'Action Sanitaire et Sociale - DRASS - qui leur fait part de la fermeture de la section des moniteurs-éducateurs à partir de ce jour à 14h.

2 février : les stagiaires en formation reçoivent une lettre personnelle du Ministère, leur faisant part de la fermeture de la section et leur assurant, sans précision, qu'ils pourraient poursuivre leur formation ailleurs. Les 14 formateurs ex-ex-grévistes reçoivent une lettre de licenciement.

Une délégation inter-syndicale CGT-CFDT est reçue par le préfet; celui-ci décline toute responsabilité de la décision du Ministère, tout en assurant que la formation des stagiaires continuerait à être assurée, sans plus de précision.

PLUSIEURS QUESTIONS SE POSENT :

= Que sont devenus les engagements pris par le Ministre, par l'intermédiaire de son envoyé l'Inspecteur Général, selon lesquels aucune sanction pour fait de grève ne serait prise ?

= La décision de fermeture de la section peut-elle être interprétée comme un désaveu du Ministre vis-à-vis de son envoyé ?

= Si cela est le cas, avec qui doit-on négocier pour être certain que les engagements pris seront respectés ?

= Le C.E.M.J. étant une école publique, la fermeture de la section des moniteurs-éducateurs, en cours d'année, équivaut à un pas de plus dans la privatisation du secteur de l'enfance inadaptée.

= Que vont devenir les stagiaires en formation ? Qui paiera les frais de scolarité alors que chaque école a son type de fonctionnement particulier ?

= Quelle école voudra les prendre en cours d'année ? Dans quelle année seront-ils admis ?

= Quelle valeur auront les diplômes des élèves de 2ème année, si elles ne font que des stages pratiques jusqu'à la fin de l'année scolaire ? Qui prendra en charge leur formation théorique ? Qui les validera ?

Par ailleurs, le personnel administratif et de service n'a qu'un sursis de quelques mois car l'école sera définitivement fermée à la fin de l'année. Les locaux du C.E.M.J. appartenant à l'année, celle-ci les récupère à cette date.

L'escalade engagée par le ministère a pour but de casser le mouvement irréversible entamé par les stagiaires du C.E.M.J.. On ne veut pas des moniteurs-éducateurs qui remettront en cause ultérieurement leur rôle de garant de l'ordre social, c'est pour cela que l'on ferme définitivement une section, faisant fi des personnes qui y travaillent..

Nous devons tous appuyer les stagiaires et formateurs du C.E.M.J. en exigeant la réouverture immédiate de la section. Pour cela :

Envoyer des télégrammes de protestation au Ministère de la santé, exigeant cette réouverture.

Venez nombreux au MEETING intersyndical CGT-CFDT, ouvert à tous, le vendredi 9 L'HEURE ET LE LIEU SERONT PRECISES ULTERIEUREMENT; il faut appuyer notre lutte. Passez nous voir à notre permanence, 152 Bd Jules Verne - Nantes

Tel: 74 - 28 - 07

Donnée d'information, copie du tract du "Comité d'action pour la libération de la sexualité" du Dr. Carpentier de Paris.

## "APPRENNONS A FAIRE L'AMOUR"

CAR C'EST LE CHEMIN DU BONHEUR ! C'EST LA PLUS MERVEILLEUSE FACON DE SE PARLER ET DE SE CONNAITRE !

I - L'homme possède un organe fait de tissu érectile : la verge.

La femme possède un organe beaucoup plus petit mais équivalent, situé au-dessus de l'orifice extérieur du vagin : le clitoris.

Ces deux organes sont de taille variable suivant les individus, mais cela n'a aucune importance ; il n'y a pas lieu de s'en inquiéter, l'important est de savoir s'en servir.

En effet, ce qui est important c'est que leur excitation par toutes les formes de caresses produit un plaisir croissant qui provoque du même coup le désir continuer.

Ce plaisir se traduit :

- localement par une érection de ces organes, c'est à dire un durcissement et une augmentation de leur taille et de leur chaleur ainsi que, chez la femme, une sécrétion abondante qui humidifie l'intérieur du vagin ( ce qui va favoriser la pénétration éventuelle et les mouvements de la verge : le coït ).

- généralement, ce plaisir croissant envahit l'ensemble du corps et se termine par l'orgasme (ou jouissance) si l'excitation n'est pas interrompue.

II- En dehors de ces organes spécifiquement sexuels, le corps possède d'autres zones (dites "zones érogènes") dont l'excitation par des caresses procure du plaisir, ou rend plus intense le plaisir obtenu par l'excitation des organes sexuels. Ces zones érogènes varient selon les sexes et selon les individus (elles sont d'autant plus nombreuses et utiles que les individus sont plus ou moins repressés sexuellement). Ce sont, par exemple, les lèvres, la bouche, les oreilles, la nuque, les seins, la face interne des cuisses, les fesses, le ventre, etc.

III- Les caresses peuvent prodiguées par soi-même (masturbation) ou par un ou une partenaire (relations homosexuelles ou hétérosexuelles).

- L'intérêt de la masturbation est notamment de bien connaître votre corps et les plaisirs qu'il peut vous procurer, ce qui paraît indispensable à la connaissance d'autres cas (il faut noter par ailleurs qu'elle peut permettre de combler le vide d'une heure de classe ou d'une soirée ennuyeuse).

- L'intérêt de l'homosexualité vient surtout du fait que les relations hétérosexuelles (filles-garçons) sont généralement interdites aux jeunes par l'hypocrite autorité morale (qui, d'ailleurs, a le culot de blâmer l'homosexualité).

- Les relations hétérosexuelles cependant paraissent les plus riches de plaisir.

Ce papier est fait pour encourager les relations sexuelles, du baiser au coït en passant par les caresses les plus variées entre les individus de sexes différents. D'une manière générale pour encourager toutes les activités sexuelles : car, comme le reste, on "apprend" à faire l'amour et on fait des progrès.

IV- L'aboutissement des caresses constitue, s'il n'y a pas d'interruption l'orgasme qui se traduit chez l'homme par une éjaculation du sperm et, dans les deux sexes, par un état d'abandon complet avec des mouvements et des paroles involontaires. Cet état de jouissance maximale est de courte durée et plus ou moins intense. Il est suivi d'une phase de relâchement (relaxation) très agréable et calmante.

V- La pénétration du vagin par la verge (coït) est une forme d'acte sexuel complet. Elle présente cependant le risque de grossesse si l'éjaculation de sperme a lieu pendant la période de fécondité de la femme (à mi-distance des règles mais il faut se méfier de cette approximation surtout quand les cycles menstruels ne sont pas réguliers, ce qui est fréquent notamment chez la jeune fille). A notre époque, cet inconvénient peut être facilement dépassé par l'utilisation de contraceptifs efficaces (pilules, diaphragmes.) Ceux-ci, utilisés correctement, évitent la crainte toujours présente d'une grossesse préaturée et de pratiques barbares (retrait du garçon avant l'éjaculation par exemple) qui, outre qu'elles sont peu sûres, sont généralement défavorables à l'atteinte de l'orgasme par l'un ou l'autre des partenaires ou les deux. Les pilules notamment peuvent être prises par les filles dès que le désir de relations hétérosexuelles apparaît.

VI- Il faut noter, dans un chapitre d'autant plus court qu'il veut souligner avec force, que les notions de "normal" et d'"anormal" ne sont nullement fondées. En toute pratique sexuelle ce qui compte c'est le désir qu'on en a et le plaisir qu'on y trouve; la plus grande liberté doit guider la variété de nos choix. Il n'y a qu'un danger, c'est le refoulement des désirs. Il n'y a pas d'anormal.

VII- Ces quelques lignes sont bien schématiques et partielles mais nous engageant à agir. Faites lire ce papier autour de vous, discutez-en, complétez-le, pratiquez-le surtout. Méprisez et plaiguez ceux qui riront et ne croyez pas sur parole ceux qui feront comme s'ils connaissaient: nous savons que les deux tiers des gens sont impuissants ou frigides et l'acceptent. C'est contre cela que nous luttons et peut-être aussi contre ceux-là.

Au cas où vous auriez des explications à demander, interrogez vos parents ou vos professeurs.

Vous comprendrez d'après leurs réactions (en général: "vous en parlerez quand vous serez plus grands", ou encore gêne, voire hostilité).

Vous comprendrez pourquoi vous n'y avez pas pensé plus tôt.

Vous comprendrez que vous êtes déjà "grands"; vous saurez ce qui vous reste à faire.

#### COMITE D'ACTION POUR LA LIBERATION DE LA SEXUALITE

Ce tract a été distribué à la porte du Lycée Guisthau aux élèves des classes terminales. Suite à cette distribution, une plainte contre "X" (!) a été déposée par la Fédération de parents d'élèves Armand..

LA ROCHE-/YON: Un délégué syndical de l'entreprise PRIVAT de Belleville, a obtenu 8000F de dommages et intérêts pour licenciement abusif. Le patron a fait appel.

Lors d'une réunion à la F.O.L, des membres des différents syndicats enseignants, affirment leur soutien et leur participation à la grève des 5 et 6 février

CHOLET: à La Fourmi, usine de chaussures de La Jubaudière, les ouvrières protestent contre la baisse sans contrepartie des TEMPS DE RENDEMENT.

-fermeture de la Société de Fabrication de Pièces Détachées. 32 ouvriers sont licenciés.

MISENGRAIN: un mineur-ardoisier se fait COUPER UN DOIGT pour la 2e fois cette année.

QUIMPER: dans un atelier de la Z.I une repasseuse a été grièvement brûlée en nettoyant une machine par des vapeurs d'essence qui se sont enflammées au contact d'une machine à laver fonctionnant au gaz.

LAVAL: à l'entreprise de construction métallique BODARD, la flèche d'une grue touche une ligne à haute tension; un ouvrier de 20 ans est tué, un autre, âgé de 38 ans, est grièvement blessé.

STE GEMMES / LOIRE: 21 internes du centre de psychothérapie dénoncent leurs conditions d'exercice et leur absence de statut. Grève de lundi 28 à samedi 3.

-le syndicat départemental F.O de l'action sociale envoie une lettre ouverte pour protester contre l'augmentation dérisoire du prix de journée dans les établissements de L'ENFANCE INADAPTEE

ANGERS: Les étudiants en médecine mécontents du système de stage interne font la grève des services de garde. Le doyen RENIER s'avoue très "Vexé" de l'étalage public des revendications.

REDON: INTOXICATION ALIMENTAIRE au lycée .60 internes atteints, 5 sont hospitalisés. L'établissement est fermé pour quelques jours.

LORIENT: les élèves du lycée Colbert se sont déclarés solidaires de la lutte des maîtres-auxiliaires; l'établissement est fermé jusqu'à lundi.

LE MANS: inconfort et insécurité au lycée Montesquieu. Les 3 syndicats d'enseignants et les 2 Fédérations de parents ont décidé une grève pour le 6 février.

ANGERS: construction d'un CES "intégré" à la Roseraie, avec restaurant, foyer de jeunes travailleurs, piscine, crèche...

RENNES: à l'école féminine d'AGRONOMIE, menacée de suppression, la grève se poursuit.

CHEMILLE: les parents d'ANDRE CAILLEAU, jeune appelé mort le 18 juillet au 129°R.I à Constance, leurs amis et voisins, ont adressé une lettre à DEERE pour protester contre les conclusions de l'enquête.

RENNES: le maire et 4 industriels de ROSEBORNE poursuivis pour POLLUTION de rivière; jugement le 15 mars.

BRETAGNE: une cinquantaine de lycéens se sont réunis pour constituer un COMITE DE DEFENSE DE L'EDUCATION SEXUELLE. Ils ont notamment décidé d'établir un dossier éducatif et d'inviter le Dr. Carpentier à venir présider un meeting.

GREVE des I.U.T bretons, un comité régional a été constitué.

-Le comité de défense des maîtres-auxiliaires d'Ille-et-Vilaine se prononce pour la grève des 5 et 6 février

QUIMPER: Le cinéaste René VAUTIER a cessé la grève de la faim qu'il observait depuis le 11 janvier après avoir reçu un télégramme de la Commission de Contrôle des Films lui annonçant la fin des "jugements politiques sur les films."

NANTES: coup de théâtre dans le conflit du C.E.B.J.; le ministre de la Santé décide la SUPPRESSION de l'établissement.

-meeting du personnel de WATERLOO devant la Préfecture après un défilé en ville, le 31. Grève samedi+vendredi.

-manifestation en ville des employés d'AMIEUX vendredi 2 à 16h.

-formation d'un comité d'action à l'I.U.T de NANTES après le vote par 88% des étudiants d'une journée d'action pour la reconnaissance du D.U.T dans les conventions collectives.

-BATIMENT: la C.G.T fait état de licenciements sans motifs à l'entreprise de peinture SEATELIER.

-TRICOSA: débrayages depuis plusieurs semaines à l'atelier de coupe-positionnement pour obtenir une augmentation des salaires sous forme de primes.

-MANIFESTATION ANTI MILITARISTE DEVANT le lycée Jules-Verne où des officiers devaient faire une conférence.

-au lycée Guisthau, la fédération Cornec affirme que "l'information sexuelle doit être immédiatement entreprise" et que la réunion d'information sur la contraception prévue par les élèves aura effectivement lieu le jeudi 8 février à 18h.

-les INTERNES EN PSYCHIATRIE de l'hôpital St Jacques participent à la campagne nationale d'action des psychiatres en formation, pour l'amélioration de leur statut et de leurs conditions d'exercice.

-le camion de Négobeureuf est toujours bloqué par les producteurs de lait, qui veulent discuter sur place.

-PROCES EN APPEL à Rennes pour les objecteurs relaxés à Nantes: un mois de prison avec sursis.

-des MAITRE-AUXILIAIRES ont fait grève hier dans plusieurs départements: Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord. Parfois des professeurs titulaires se sont joints au mouvement qui doit se poursuivre notamment en Ille-et-Vilaine et dans l'Académie de Nantes les 5 et 6 février.

-salle comble (1300 personnes environ) à Nantes pour le meeting du P.S.U avec MICHEL ROCARD.

ANGERS: grève des TECHNICIENS SUPERIEURS AU LYCEE CHEVROLIER. Les enseignants se déclarent solidaires des étudiants d'I.U.T en grève.

-les techniciens des TELECOMMUNICATIONS font grève pour condamner la situation déplorable de leur secteur, tant pour les employés que pour les usagers.

SEGRE: Marie-Louise Dupas, 23 ans, infirmière, se présente aux élections comme candidate Lutte Ouvrière; seule candidate du département.

ECCUEFLANT: menaces de licenciement aux Constructions Industrielles Angevines.

QUIMPER: soutien à RENE VAUTIER.

meeting pour la liberté d'expression avec Jacques Pauigel.

gala organisé le dimanche 28 par le Comité de défense des artisans et commerçants: plus de mille personnes à FONTIVY.

-----  
UNE SECTION DE CHOISIR A ETE CREEE A NANTES LE 26 JANVIER 1973.

Après Paris, Strasbourg, Mulhouse, Montbeliard, Tours, Angers, Reims, Dijon, Cherbourg, Toulon, Quimper, Orléans, Marseille, Bordeaux, Grasse, la section de Nantes (ou plutôt de Loire Atlantique de choisir, s'est constituée).

CHOISIR est une organisation mixte qui se fixe un triple objectif :

1 - Défendre gratuitement et assister toute personne accusée d'avortement ou de complicité.

C'est ainsi que CHOISIR a assisté les inculpés des récents procès de BOBIGNY, TOURS, ANGERS, NANCY.

2 - Rendre la contraception libre, totale et gratuite.

3 - Obtenir la suppression de tous les textes répressifs relatifs à l'avortement ce qui suppose, par voie de conséquence, la prise en charge de l'acte d'avortement par les établissements hospitaliers comme cela se fait en Angleterre, Hollande, Suède, Pologne, URSS, Yougoslavie, Tchecoslovaquie, Bulgarie, Albanie, USA, (depuis 1973).

L'association CHOISIR se tient à la disposition de tous ceux qui désireraient organiser des causeries et faire appel à ses conférenciers.

L'association CHOISIR demande que les cours d'éducation sexuelle prévus dans les établissements scolaires dès la rentrée 1973 ne se limitent pas à une information sur la procréation mais traitent aussi des moyens contraceptifs. Les jeunes réclament une information franche et complète. Nous pouvons citer l'exemple des camarades de Guisthau qui, par leur action, ont réussi à maintenir une réunion d'information; à la demande d'une petite minorité de parents cette réunion prévue depuis deux mois avait en effet été supprimée par le chef d'établissement.

La section de Loire Atlantique de CHOISIR a son siège à la librairie 1971  
29 rue Jean-JAURES 44 Nantes